

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

**11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division
de l'équipement scientifique, des produits photographiques
et pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Dispositifs d'alcootest approuvés	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-133619/A	Date 2013-05-22
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-133619	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$PV-939-62797
File No. - N° de dossier pv939.M7594-133619	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-07-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Quinn, Laurie	Buyer Id - Id de l'acheteur pv939
Telephone No. - N° de téléphone (819)956-3824 ()	FAX No. - N° de FAX (819)956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Comme dans l'offre à commandes	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles exigées avec l'offre

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation

Liste des annexes :

- | | |
|----------|---|
| Annexe A | Exigences Obligatoires |
| Annexe B | Critères Techniques Cotés |
| Annexe C | Base de paiement |
| Annexe D | Offres a Commandes - Production de Rapports |
| Annexe E | Définitions |

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent Exigences Obligatoires, Critères Techniques Cotés, Base de paiement, Offres à Commandes - Production de Rapports et Définitions.

2. Summary

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) souhaite établir une offre à commandes en vue de se procurer des dispositifs d'alcootest approuvés qui répondent aux exigences de l'annexe A, Besoin, et qui seront utilisés dans les différents détachements de la GRC situés partout au Canada.

L'offre à commandes sera d'une période de trois (3) ans à compter de la date d'attribution de cette dernière et sera assortie de deux (2) périodes d'option facultatives d'un an.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Standard Instructions, Clauses and Conditions

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-03-21) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt dix (90) jours

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M1004T (2011-05-06) Condition of Material

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe C, Base de paiement. Si l'offrant ne respecte pas cette exigence, son offre sera jugée non conforme et rejetée d'emblée.

1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2010-01-11), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

Toutes les offres doivent être dûment remplies et comprendre tous les renseignements demandés dans la demande d'offre à commandes (DOC) pour permettre une évaluation complète. Il incombe à l'offrant de fournir toute l'information nécessaire afin de permettre une évaluation complète et juste.

1.1.1 Critères techniques obligatoires et critères techniques cotés

Voir les annexes A et B

L'offrant doit démontrer clairement de quelle façon il peut satisfaire à chacun des critères obligatoires et des critères techniques cotés en soumettant des brochures techniques. La soumission sera jugée non conforme si l'offrant ne présente pas les renseignements demandés ou ne les fournit pas dans le format exigé.

ÉVALUATION TECHNIQUE COTÉE

Les soumissionnaires qui répondent à tous les critères obligatoires de l'annexe A, selon les brochures techniques ou les documents fournis, devront remettre au responsable technique, à la demande de l'autorité contractante, quatre (4) dispositifs dans les cinq jours suivant l'avis, frais de transport prépayés et sans frais supplémentaires pour le Canada. Ces dispositifs permettront de s'assurer que le soumissionnaire peut respecter les consignes de l'annexe A. La proposition de l'offrant sera jugée non recevable si l'un des dispositifs fournis ne satisfait pas aux exigences techniques.

Si tous les appareils satisfont aux exigences techniques de l'annexe A, ils seront évalués une seconde fois à partir des critères techniques cotés, conformément à l'annexe B. On établira la note finale en additionnant la moyenne des points obtenus par chacun des quatre (4) dispositifs mis à l'essai lors de l'évaluation de chaque critère coté.

Les dispositifs fournis par l'offrant retenu demeureront la propriété du Canada et ne seront pas considérés comme faisant partie des biens livrables dans tout contrat subséquent. Les appareils des autres offrants leur seront retournés 30 jours après l'attribution de l'offre à commandes.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le prix de l'offre sera évalué de la façon suivante :

a) Les offrants doivent soumettre des prix fermes, conformément à l'annexe C.

1.2.2 À moins d'indication contraire dans la demande d'offre à commandes (DOC), les prix proposés doivent être en dollars canadiens; les offres présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens aux fins d'évaluation. Le taux fixé par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de la DOC (ou à toute autre date indiquée dans la DOC) sera appliqué comme facteur de conversion aux offres présentées en devises étrangères.

1.2.3 Bien que le Canada se réserve le droit d'émettre l'offre à commandes usine FAB ou destination FAB, le Canada demande aux offrants de proposer des prix FAB destination. Les offres seront évaluées selon le prix FAB destination.

1.2.4 Pour les fins de la DOC, les offrants qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des offrants établis au Canada, et les offrants qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des offrants établis à l'étranger.

2. Méthode de sélection

2.1 Note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix

L'offre doit satisfaire au besoin et aux exigences optionnelles de la DOC; elle doit également répondre à tous les critères obligatoires pour faire l'objet d'une évaluation technique cotée (détails aux annexes A et B). Les offres qui ne satisfont pas aux exigences obligatoires seront jugées non recevables et ne feront l'objet d'aucun autre examen.

- L'évaluation sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Le ratio sera de 60 % pour le mérite technique et de 40 % pour le prix.
- Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés (118 points), puis multiplié par 60 %.
- Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40 %.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où l'entrepreneur retenu est celui occupant le rang le plus élevé. Ce rang est obtenu grâce à une pondération de 60 % appliquée à la note technique et à une note de 40 % appliquée au prix. Le total des points disponibles est de 30, et le prix évalué le plus bas est de 50 000 \$ (50*).

Exemple de combiné le plus élevé Note mérite technique globale (60%) et le prix (40%)				
Offrant	Offrant 1	Offrant 2	Offrant 3	
Points techniques (Total des points sur 30 possibles)	27	25	22	
Prix indiqué	\$70,000.00	\$55,000.00	\$50,000.00	
Calcul	Points techniques	Points de prix	Points total	Classement
Offrant 1	27/30 x 60 = 54.0	*50/70 x 40 = 28.6	82.6	3
Offrant 2	25/30 x 60 = 50.0	*50/55 x 40 = 36.4	86.4	1
Offrant 3	22/30 x 60 = 44.0	*50/50 x 40 = 40.0	84.0	2

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Federal Contractors Program - Certification (*l'offrant à compléter*)

- En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission

d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a.() n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b.() n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c.() est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d.() est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1** L'offrant souhaite répondre au besoin conformément aux critères obligatoires de l'annexe A et aux critères techniques cotés de l'annexe B.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2011-05-06) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pendant les trois (3) années suivant la date d'attribution.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux période supplémentaire d'un an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom: Laurie Quinn

Titre: Supply Officer

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Place du Portage, Phase III, 11 rue Laurier Street, Gatineau, QC, K1A 0S5

Téléphone: 819-956-3824

Télécopieur: 819-956-3814

Courriel: laurie.quinn@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (l'offrant à compléter)

Nom: _____

Titre: _____

Organization: _____

Address: _____

Téléphone: ____ - ____ - ____

Télécopieur: ____ - ____ - ____

Courriel: _____

6. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11.

7. Procédures pour les commandes et Instrument

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25,000\$ (taxes applicables incluses).

9. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de (*être rempli à l'émission de l'offre à commandes*), (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées inclus) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2011-11-19), Conditions générales - offres a commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010A (2013-04-25), Conditions générales- biens (complexité moyenne)
- e) l' Annexe A, Exigences Obligatoires;
- f) l' Annexe B, Criteres Techniques Cotes;
- g) l' Annexe C, Besoin;

-
- h) l' Annexe D, Offres a Commandes - Production de Rapports;
 - l) l' Annexe E, Definitions;
 - j) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre être ajoutés au moment de l'attribution*).

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur d'ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

1.1 Produits livrables

- 1.1.1 Le rapport d'inspection initiale doit être remis par l'agent de service canadien avant que le détachement accepte chacun des appareils faisant l'objet d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1.2 Formation

- 1.2.1 Des séances de formation à l'intention du personnel responsable de la formation choisi par la GRC (environ 20 employés au total) auront lieu dans les installations de l'offrant.
- 1.2.2 L'offrant doit fournir tout le matériel de formation nécessaire, y compris les manuels, les documents à remettre, les présentations PowerPoint, le matériel documentaire, les schémas, les instruments de formation, les embouts buccaux et les solutions.
- 1.2.3 Les séances de formation doivent être offertes dans les trois (3) mois suivant l'attribution de l'offre à commandes.

1.3 Maintenance et soutien technique

- 1.3.1 L'offrant doit fournir le soutien technique des dispositifs pour un minimum de dix (10) ans.
- 1.3.2 La documentation sur les services de maintenance annuelle doit être remise par l'agent de service de l'offrant au responsable du détachement avant que celui-ci autorise le retour de chaque dispositif renvoyé au fournisseur à des fins de maintenance annuelle.
- 1.3.3 L'offrant doit indiquer au minimum trois (3) centres de service de régions distinctes qui sont en mesure d'offrir tous les services de réparation ou d'échange des dispositifs.
- 1.3.4 Les dispositifs envoyés à l'agent de service de l'offrant à des fins de réparation ou de maintenance annuelle doivent être retournés dans un délai de sept (7) jours ouvrables. L'agent de service de l'offrant doit remettre un rapport de réparation avant que le responsable du détachement donne son approbation, et ce pour chacun des dispositifs retournés une fois les réparations nécessaires terminées.
- 1.3.5 Les dispositifs remis à l'agent de service à plus de trois (3) reprises pour une même réparation, sur une période de deux (2) ans, doivent être remplacés aux frais du fournisseur.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

La section 9 du document 2010A (2012-11-19), Conditions générales – biens ou services, doit être modifiée : il faut remplacer la mention « douze (12) mois » par « soixante (60) mois ».

Toutes les autres dispositions de la garantie demeureront en vigueur.

3. Période du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes. Elle doit avoir lieu dans les dix (10) jours civils suivant la réception d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat (subséquente à une offre à commandes), l'entrepreneur sera payé les prix fermes tel que proposé et accepté dans l'offre à commandes. Les droits de douane canadiens et les taxes d'accise doivent être compris, et les taxes applicables sont en sus.

4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de (*à remplir lors de l'émission de l'offre à commandes*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

4.3 Clauses de Guide des CCLUA

H1000C (2008-05-12) Paiement unique

C2000C (2007-11-30) Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

6. Clauses de *Guide des CCLUA*

B4057C (2008-05-12) Publications techniques - manuels

7. Instructions d'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans les commandes et livrés :
FAB destination, y compris tous les frais de livraison et les droits de douane et taxes.

ANNEXE "A-1"

EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les soumissionnaires doivent s'assurer de soumettre, avec leur proposition, la documentation, les brochures techniques et autres documents attestant la conformité avec chacun des éléments des critères énoncés ci-après, et ce, avant la clôture des soumissions. À défaut de fournir la documentation technique requise ou d'attester la conformité à quelconque élément des critères, la proposition sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

#	Exigences Obligatoires	Démontrer COMMENT l'exigence est satisfaite (renvoi aux documents à l'appui)
M1	À la clôture des soumissions, le dispositif doit être un appareil de détection d'alcool approuvé sous le régime du Code criminel du Canada.	
M2	Chaque dispositif doit être fourni avec un étui de transport ayant les caractéristiques suivantes : (i) Dimension maximale de 22 cm sur 18 cm sur 10 cm; (ii) Étanche et doté d'un indice de protection contre l'infiltration IP67 (c.-à-d. résistant à une submersion à un (1) mètre pendant trente (30) minutes); (iii) Conforme aux normes DEF STAN 81-41/STANAG 4280 et de couleur bleue.	
M3	Des embouts buccaux compatibles avec le dispositif doivent être offerts.	
M4	Le dispositif doit fonctionner de manière à recevoir un échantillon d'haleine, à analyser cet échantillon pour y déceler la présence d'alcool éthylique (et, le cas échéant, à en mesurer la quantité) et à transmettre les résultats de l'analyse à l'opérateur sur un écran d'affichage.	
M5	Le système d'analyse du dispositif doit fonctionner grâce à une pile à combustible.	
M6	Le dispositif doit posséder une fonction de contrôle d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux et gazeux.	
M7	Le dispositif doit posséder une fonction d'étalonnage par étalon d'alcool éthylique aqueux.	
M8	Le dispositif doit pouvoir être étalonné sans devoir faire appel à des accessoires (p. ex : clé électronique, aimant, câbles, etc.).	
M9	Le dispositif doit posséder une plage de détection minimale de 0 à 400 mg%.	
M10	Toutes les opérations et les fonctions du dispositif doivent être commandées par touches et non par écran tactile.	
M11	Les dimensions maximales du dispositif doivent être les suivantes : 16 cm de hauteur sur 8 cm de largeur sur 6 cm de profondeur.	
M12	Le poids du dispositif (piles comprises) doit être de 250 grammes ou moins.	
M13	Le dispositif doit pouvoir être alimenté au moyen de piles non rechargeables.	

M14	Il doit être possible d'ouvrir le logement de pile du dispositif sans utiliser d'outils (c.-à-d. sans tournevis, etc.).	
M15	Le dispositif doit être doté d'un interrupteur marche/arrêt manuel et comprendre une fonction de mise hors tension automatique afin de préserver la durée de vie de la pile.	
M16	Le dispositif doit être doté d'un écran rétroéclairé offrant une zone d'affichage d'au moins 2,5 cm sur 2 cm.	
M17	Le dispositif doit afficher les messages d'erreur et les messages d'état sous forme de codes, de mots ou d'une combinaison des deux.	
M18	<p>Le dispositif doit être doté d'indicateurs, notamment pour les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) <u>Prêt à l'emploi</u> - Lorsque le dispositif est paré à recevoir un échantillon d'haleine; (ii) <u>Conditions d'utilisation inacceptables</u> - Lorsque le dispositif ne fonctionne pas correctement et que, par conséquent, l'alcootest risque de ne pas être administré de façon satisfaisante; (iii) <u>Échantillon d'haleine adéquat</u> - Lorsque le dispositif a administré l'alcootest avec succès et produit un résultat d'analyse légitime; (iv) <u>Pile faible</u> - Lorsque la pile du dispositif est presque à plat; (v) <u>Température de l'appareil</u> - Pour donner la température de l'appareil lors d'un alcootest. 	

ANNEXE "A-2"

EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les soumissionnaires devraient joindre à leur proposition documentation à l'appui technique et brochures techniques et/ou des données techniques pour démontrer la conformité avec chaque région des critères énoncés ci-dessous au moment de la clôture des soumissions. L'entrepreneur doit signer l'accusé de conformité pour confirmer la conformité.

#	Exigences Obligatoires	Démontrer COMMENT l'exigence est satisfaite (renvoi aux documents à l'appui)
M19	Chaque dispositif livré doit comprendre une dragonne emballée et conditionnée séparément dans l'étui de transport.	
M20	Chaque dispositif livré doit comprendre des piles neuves (non rechargeables) emballées et conditionnées séparément dans l'étui de transport.	
M21	Le dispositif livré ne doit pas nécessairement être accompagné de manuels ou de documents d'instruction.	
M22	L'utilisation du dispositif par un opérateur ne doit pas être protégée par un mot de passe, mais un mot de passe devra être entré par " l'étalonneur " (responsable de l'étalonnage de l'appareil).	
M23	La plage de température de fonctionnement du dispositif doit être de zéro (0) degré Celsius à quarante (40) degrés Celsius (°C).	
M24	Le dispositif doit avoir la capacité d'exécuter un essai sur un échantillon témoin (un blanc) d'air ambiant, avant d'effectuer un alcootest.	
M25	Le dispositif doit revenir en mode " prêt à l'emploi " en une (1) minute après l'exécution d'un alcootest, réalisé à la température ambiante, dont le résultat est de " 100 mg% " ou moins.	
M26	Le dispositif doit avoir la capacité d'exécuter le rappel et l'affichage des résultats du plus récent alcootest. Toute fonction additionnelle d'affichage de résultats d'autres alcootests doit être désactivée, et ce, pour tous les dispositifs visés, avant leur livraison.	
M27	Le dispositif ne doit pas permettre d'exécuter manuellement un alcootest (" prélèvement manuel d'un échantillon d'haleine ").	
M28	Le dispositif ne doit pas avoir la capacité d'imprimer les résultats de l'alcootest; dans le cas contraire, la fonction d'impression des résultats doit être désactivée, et ce, pour tous les dispositifs visés, avant leur livraison.	
M29	Le dispositif doit avoir la capacité de résister aux effets de l'inversion de polarité (" protection contre les inversions de polarité ").	
M30	Le dispositif doit avoir la capacité de détecter et d'indiquer toute " interférence causée par les radiofréquences (RF) " et, en cas de détection de ce type, d'enclencher sa mise hors tension automatique.	
M31	Le dispositif doit avoir la capacité d'afficher des " résultats numériques exprimés en mg% " dans une plage de valeurs particulière, un " message d'avertissement " dans une plage subséquente, et un " message d'échec " si la plage du message d'avertissement a été dépassée. Les plages de valeurs doivent toutes être réglementées en fonction des lois ou règlements provinciaux et territoriaux pertinents.	

Solicitation No. - N° de l'invitation

M7594-133619/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pv939

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

M7594-133619

pv939M7594-133619

M32	Le dispositif doit afficher les résultats de l'alcootest pendant au moins dix (10) secondes.	
------------	--	--

Attestation de conformité : (à remplir par le soumissionnaire)

Je, soussigné(e) (l'entrepreneur), atteste par la présente que les exigences obligatoires susmentionnées seront respectées.

Signature: _____

Date: _____

ANNEXE B CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

#	Exigence cotée	Pointage maximal	Note attribuée	Justification (renvoi aux documents à l'appui)
R1	<p>L'instrument proposé doit offrir une plage d'analyse supérieure à 400 mg%.</p> <p>Allocation of points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · > 400 – 450 mg% = 2 · > 450 – 500 mg% = 4 · > 500 mg% = 6 	6		
R2	<p>L'instrument proposé doit pouvoir être utilisé à des températures inférieures à zéro (0) degré Celsius (°C).</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · < 0 to -5°C = 4 · < -5 to -10°C = 8 · < -10°C = 12 	12		
R3	<p>L'instrument proposé doit fonctionner à des températures supérieures à quarante (40) degrés Celsius.</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · > 40 to 45°C = 2 · > 45 to 50°C = 4 · > 50°C = 6 	6		
R4	<p>Après l'exécution d'un alcootest réalisé à la température ambiante et dont le résultat est de 100 mg%, le dispositif proposé doit revenir en mode prêt à l'emploi dans un délai de :</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · 0 to 15 seconds = 15 · >15 to 30 seconds = 10 · > 30 to 45 seconds = 5 	15		

R5	<p>L'instrument proposé doit être doté d'un écran rétroéclairé de dimension supérieure à 5 cm².</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · > 5cm² to 8cm² = 3 · > 8cm² to 11cm² = 6 · > 11cm² = 9 	9		
R6	<p>Le dispositif proposé doit afficher les messages d'erreur et les messages d'état sous forme de mots.</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · 1 to 10 messages = 4 · > 10 to 20 messages = 8 · > 20 = 12 	12		
R7	<p>Le fournisseur doit posséder plus de trois (3) centres de services au Canada.</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Four (4) centres = 5 · Five (5) centres = 10 · Six (6) centres = 15 · > Six (6) centres = 20 	20		
R8	<p>Tous les dispositifs expédiés aux centres de services canadiens du fournisseur aux fins de réparation ou d'entretien annuel doivent être retournés à l'utilisateur à l'intérieur du nombre de jours ouvrables suivants :</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · six (6) days = 2 · five (5) days = 4 · four (4) days = 6 · < three (3) days = 8 	8		
R9	<p>Le dispositif proposé doit pouvoir s'autoverrouiller pour empêcher l'opérateur de l'utiliser lorsque la date limite de contrôle d'étalonnage établie par la réglementation provinciale/territoriale est atteinte.</p> <p>Attribution des points:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Oui = 30 · Non = 0 	30		

ANNEXE "C" BESOIN

Les prix sont tout compris; ils comprennent les frais de livraison, les droits de douane canadiens et les taxes d'accise. Les taxes applicables sont en sus.

Article	Prix unitaire ferme pour trois ans	Prix unitaire ferme pour la première année d'option	Prix unitaire ferme pour la deuxième année d'option
1. Dispositif d'alcootest approuvé, accessoires compris, conformément aux critères obligatoires énoncés à l'annexe A			
2. Séances de formation dans les installations du fournisseur, pour environ 20 membres du personnel de formation de la GRC, ainsi que tout le matériel nécessaire : manuels, documents à remettre, présentations PowerPoint, matériel documentaire, schémas, instruments de formation, embouts buccaux et solutions			
3. Embouts buccaux compatibles avec l'appareil			

Calendrier de livraison

Le tableau suivant présente une estimation des quantités de dispositifs à fournir à chacune des divisions de la GRC au cours de la période initiale de l'offre à commandes et au cours de chacune des périodes d'option subséquentes (le cas échéant) :

Les quantités de biens, les niveaux de services et les dépenses estimatives précisés dans la DOC ne constituent qu'une approximation des besoins exprimée de bonne foi. L'offre à commandes proposée par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada ou de tout utilisateur désigné à commander une partie ou la totalité desdits biens ou services. L'utilisateur désigné peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes à l'offre à commandes.

<u>Division</u>	<u>Période initiale du contrat</u>	<u>Option 1</u>	<u>Option 2</u>	<u>Total</u>
B – Terre-Neuve	250	20	20	290
H – Nouvelle-Écosse	250	20	20	290
L – Île-du-Prince-Édouard	45	5	5	55
J – Nouveau-Brunswick	240	20	20	280
A – Ottawa	30	5	5	40
D – Manitoba	240	20	20	280

Solicitation No. - N° de l'invitation

M7594-133619/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

M7594-133619

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

pv939M7594-133619

Buyer ID - Id de l'acheteur

pv939

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F – Saskatchewan	600	50	50	700
K – Alberta	0	0	0	0
E – Colombie-Britannique	2400	800	800	4000
M – Yukon	40	5	5	50
G – Territoires du Nord-Ouest	30	5	5	40
V – Nunavut	12	1	1	14
Total	4137	946	946	6039

ANNEXE "D"

OFFRES À COMMANDES – PRODUCTION DE RAPPORTS

Instructions pour la présentation des données relatives à l'utilisation de l'offre à commandes.

L'entrepreneur doit envoyer par courriel les renseignements suivants dans un tableur électronique selon le format de présentation indiqué ci-dessous, à l'adresse suivante :

Le rapport doit contenir au moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;
- la période visée par la cueillette des données (date de début et date de fin);
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- la description de l'article, la marque, le code UNSPSC;
- la quantité commandée, le prix unitaire, l'unité de distribution;
- la valeur des commandes individuelles;
- les dépenses totales pour la période du rapport, par ministère.
- le numéro de la commande subséquente

Offre à commandes	(Inscrire le numéro de l'offre à commandes)	Date de début de l'OC (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de l'OC (JJ/MM/AAAA)
Valeur totale à ce jour (\$)	Valeur totale pour la période du rapport (\$)	Date de début de la période du rapport (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de la période du rapport (JJ/MM/AAAA)
Ministère/ Numéro de commande	Description de l'article, (numéro de pièce le cas échéant)/Quantité	Unité de mesure (article, litre, etc.)/Date de la commande	Date de livraison/Valeur de la commande (TPS et frais de livraison en sus)

Ministère	Nombre total de commandes subséquentes au cours de la <u>période de rapport</u>	Nombre total de commandes subséquentes <u>à ce jour</u>	Valeur totale (\$) de toutes les commandes subséquentes passées pendant la période de rapport	Valeur totale (\$) de toutes les commandes subséquentes <u>à ce jour</u>

ANNEXE E DÉFINITIONS

Échantillon témoin : Échantillon obtenu lorsque l'appareil de détection approuvé prélève et analyse un échantillon d'air ambiant pour déterminer s'il y a de l'alcool dans l'air ambiant. Un échantillon témoin réussi ne devrait contenir aucune trace d'alcool.

Entretien annuel : Ensemble de réglages ou de tâches d'entretien préventif devant être exécutés annuellement pour s'assurer que l'appareil de détection approuvé continue à fonctionner correctement selon les spécifications du fabricant. Une liste des éléments à vérifier et des tâches à effectuer est habituellement fournie par un agent de service autorisé du fabricant.

Document approprié (pour inspection initiale) : Rapport officiel préparé par un agent de service autorisé et attestant qu'un appareil de détection approuvé a fait l'objet d'une inspection individuelle pour s'assurer qu'il respecte les spécifications du fabricant avant d'être mis en service.

Mise hors tension automatique : Fonction permettant à un dispositif de s'éteindre automatiquement après une période de temps donnée ou dans des circonstances précises.

Étalonnage : Réglage ou paramétrage d'un dispositif de façon à produire un résultat spécifique lorsqu'un alcool éthylique étalon connu est utilisé.

Contrôle d'étalonnage : Vérification de la précision ou de l'étalonnage d'un dispositif à l'aide d'un alcool éthylique étalon connu sans modifier les paramètres d'étalonnage.

Étalonneur : Personne, en général un agent de la paix, ayant démontré sa capacité à étalonner et à vérifier l'étalonnage de l'appareil de détection approuvé et ayant réussi une formation en la matière.

Agent de service : Entreprise ou organisation reconnue et autorisée par le fabricant, possédant les compétences nécessaires pour exécuter l'entretien annuel préventif ou offrir des services de réparation conformes aux spécifications du fabricant.

Centre de services : Endroit(s) où l'appareil de détection approuvé peut être envoyé pour qu'un agent de service procède à son entretien préventif annuel ou à sa réparation.

Message d'échec : Indication que le taux d'alcoolémie de la personne ayant fourni l'échantillon d'haleine est égal ou supérieur à une valeur spécifiée (p. ex. 100 mg%). Cette valeur est établie par les provinces et territoires.

Pile à combustible : Composant de l'appareil de détection approuvé qui facilite une réaction avec un combustible (p. ex. l'alcool) afin de produire un courant électrique.

Autoverrouillage : Fonction qui empêche toute utilisation du dispositif jusqu'à ce que l'étalonnage requis ait été exécuté.

Prélèvement manuel d'un échantillon d'haleine : Condition permettant à un opérateur d'amorcer la procédure d'échantillonnage et de contraindre l'appareil de détection à accepter un échantillon d'haleine même si le sujet ne satisfait pas aux paramètres d'acceptation de l'échantillon.

mg% : Milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang.

Opérateur : Personne, en général un agent de la paix, ayant démontré sa capacité à utiliser l'appareil de détection approuvé et ayant réussi une formation à cet effet.

Protection contre les inversions de polarité : Caractéristique d'un dispositif conçu ou mis au point de façon à ce qu'une pile insérée à l'envers (inversion des pôles positif et négatif) n'endommage pas les circuits du dispositif et n'entraîne pas de défaillance.

Interférence causée par les radiofréquences (RF) : Perturbation électromagnétique (aussi appelée interférence électromagnétique) qui pourrait entraîner une défaillance de l'appareil de détection, voire créer des résultats parasites.

Prêt à l'emploi : Étape ou point de la procédure d'exploitation suivant habituellement toute phase d'autodiagnostic ou d'autovérification et qui, lorsqu'atteint, signifie que l'appareil de détection approuvé est fin prêt à recevoir un échantillon d'haleine aux fins d'analyse.

Régions distinctes : Aux fins de l'évaluation des soumissions, tous les centres de services situés dans une même province canadienne ne comptent que pour un (1) seul centre de service. Pour que l'on considère que l'entreprise compte deux (2) centres de services ou plus, ceux-ci doivent se trouver dans différentes provinces.

Condition d'utilisation inacceptable : Condition ou situation ambiante qui dépasse les limites acceptables établies par le fabricant pour assurer le fonctionnement adéquat de l'appareil de détection approuvé.

Message d'avertissement/de mise en garde/d'alerte : Message indiquant que le taux d'alcoolémie de la personne ayant fourni l'échantillon d'haleine se trouve dans une certaine plage (p. ex. 60 à 99 mg%). Cette plage de valeurs doit être établie par la réglementation provinciale/territoriale.